

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 07 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRONITE MANCELLE SA

Route du Lude
CS 20075
72233
72230 Arnage

Références : 2025-160_CRONITE MANCELLE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006303478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement CRONITE MANCELLE SA implanté Route du Lude CS 20075 72233 Arnage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRONITE MANCELLE SA
- Route du Lude CS 20075 72233 Arnage
- Code AIOT : 0006303478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La fonderie fabrique des aciers réfractaires pour les fours de traitement thermique et autres pièces mécaniques. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 juillet 2005.

L'atelier fonderie a été visité.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et E	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
2	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et E	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Zone déchets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 7.1.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6	Susceptible de suites	Sans objet
5	registre des exercices	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6	Susceptible de suites	Sans objet
6	consignes sur la mise en œuvre des moyens	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	rapports de contrôle des moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
8	registre de maintenance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.6	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les actions correctives relatives aux formations et consignes sur la mise en œuvre des moyens incendie. Des actions ont été faites pour la propreté du site mais restent insuffisantes.

La visite s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale sur les installations électriques. De nombreuses non conformités sont présentes d'une année à l'autre. Il est attendu un plan d'actions correctives en priorisant celles pouvant présenter des risques d'incendie et d'explosion, un arrêté de mise en demeure est proposé sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et E
Thème(s) : Actions régionales, Installations électriques – Fréquence et Limites d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>AP du 21/07/2005- Art 4.1.7</p> <p>Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>AM du 4/10/2010 - Art 66-A et E</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p>
Constats : <p>Lors de la visite de 2023, le rapport de l'APAVE (associé au Q18) de vérification des installations électriques réalisée sur l'ensemble du réseau et des fours du 17 au 30/01/2023 avait été présenté.</p> <p>Le rapport mentionnait que la vérification des installations électriques était partielle dû à l'absence de coupure haute tension de l'installation.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux étaient réalisés en interne pendant la fermeture annuelle.</p> <p>Il était demandé à l'exploitant de réaliser une vérification complète des installations électriques lors du prochain contrôle.</p> <p>Lors de la visite de 2025, les 3 rapports de l'APAVE de vérifications des installations électriques réalisées entre le 8/02/2024 et 20/02/2024 (rapport sur le bâtiment principal/entretien/réception, rapport sur le bâtiment ébarbage, rapport sur l'ensemble du réseau et fours) ont été présentés.</p> <p>Les installations électriques sont périodiquement contrôlées.</p> <p>Cependant sur les 3 rapports de l'APAVE, il est indiqué des limites d'intervention : vérification hors tension des matériels haute tension, absence de coupure de l'installation...</p> <p>Le contrôle est partiel, malgré la remarque faite en 2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'ensemble des installations électriques doit être contrôlé. Une vérification complète des</p>

installations électriques doit être réalisée lors du prochain contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et E

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Plan d'action

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

AP du 21/07/2005- Art 4.1.7

Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

AM du 4/10/10- Art 66

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
E.-Conditions d'application du présent article. Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

Constats :

Lors de la visite précédente en 2023, le rapport de l'APAVE (associé au Q18) de vérification des installations électriques concernant l'ensemble du réseau et les fours réalisée du 17 au 30/01/2023 avait été présenté. Le rapport mentionnait 23 observations dont 22 récurrentes et l'attestation Q18 concluait que l'installation électrique ne pouvait pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Il était demandé à l'exploitant de réaliser les actions correctives afin de lever les observations récurrentes.

En préalable de la visite de 2025, l'exploitant a transmis 3 rapports de l'APAVE de vérifications des installations électriques réalisées entre le 8/02/2024 et 20/02/2024. A noter que les 2 rapports sur les bâtiments ébarbage et bâtiment principal/entretien/réception n'avaient pas été fournis lors de l'inspection 2023.

L'inspection émet les remarques suivantes :

- rapport sur le bâtiment principal/entretien/réception : environ 140 observations concernant les installations de production (sur 280) dont plus de 110 récurrentes

=> Le Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (13 observations /26 déjà signalées sur les installations de production).

- rapport sur le bâtiment ébarbage : 70 observations dont 60 récurrentes concernant les installations de production

=> Le Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (6 observations/6 déjà signalées sur les installations de production).

- rapport sur l'ensemble du réseau et fours : 23 observations dont 15 récurrentes (identiques à

2023)

=> Le Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (2 nouvelles observations).

En visite, l'exploitant a indiqué que la maintenance des installations électriques fait l'objet d'un suivi plus rigoureux depuis 2023 car certaines non-conformités sont remises en question ou ne peuvent être corrigées (impossibilité technique). Les priorités des actions sont le risque aux personnes puis le risque incendie.

Les actions suivantes ont été mises en place :

- rapport bâtiment principal : le rapport est annoté pour 9 remarques (dont 3 relatives au Q18 ayant fait l'objet d'actions correctives.

- rapport ébarbage : 4 observations (/6) du Q18 ont fait l'objet d'actions correctives. Le rapport est annoté pour 22 remarques ayant fait l'objet d'actions correctives, soit environ 1/3 des remarques.

- rapport fours : pas d'information sur la réalisation d'actions correctives.

Par sondage, les armoires de protection des installations électriques au niveau du moulage ont été vues (observations indiquant la présence importante de poussière), l'exploitant ayant indiqué qu'elles avaient été nettoyées. Le jour de la visite, l'inspection observe la présence de poussière mais en quantité peu importante. Les armoires sont en cours de changement par des armoires étanches, des "chapeaux" ont été mis en place sur les armoires non remplacées.

Malgré les actions en cours, les installations électriques présentent encore de nombreuses anomalies récurrentes et peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les non-conformités présentes dans les rapports doivent faire l'objet d'une hiérarchisation. Un plan d'action est attendu avec des délais raisonnables pour la réalisation des actions correctives. L'exploitant doit assurer un suivi de la levée des non-conformités/observations. **La transmission du plan d'actions est à faire sous un mois.**

A titre d'exemple, les niveaux de hiérarchisation peuvent être les suivants (1 : À faire d'urgence, 2 : À faire dans les deux mois, 3 : À faire pour le prochain contrôle, 4 : Axe d'amélioration non prioritaire) en priorisant les installations pouvant présenter un risque d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant doit poursuivre activement les actions correctives pour la mise en conformité des installations électriques. Ces dernières ne doivent pas présenter des risques d'incendie ou d'explosion. Un arrêté de mise en demeure est proposé au préfet pour la mise en conformité des installations électriques. **L'ensemble des non-conformités électriques identifiées comme susceptibles d'être à l'origine de risques d'incendie et d'explosion devront être levées dans les meilleurs délais, sans toutefois dépasser l'échéance de l'arrêté de mise en demeure.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Thermographie

Prescription contrôlée :

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques

conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) a été réalisé le 24/06/2024 par l'APAVE : 16 anomalies ont été émises dont 1 ayant une priorité de rang 1, et 15 de rang 2 dont 1 déjà signalée.

Lors de la visite, l'exploitant a justifié que 9 anomalies ont été traitées le 24/07/2024 dont celle récurrente et celle de priorité 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera que les anomalies restantes ont fait l'objet d'actions correctives. Dans le cas contraire un échéancier de retour à la conformité doit être mis en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, formation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits dangereux utilisés ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement.

Constats :

Lors de la visite de 2023, un plan triennal de formation sur les EPI (manipulation des extincteurs) et ESI (manipulation des RIA) avait été présenté (tableau de formation 2).

D'après ce document, 95 % des salariés étaient formés aux EPI. Des salariés devaient faire l'objet d'un recyclage sur la formation EPI en 2022.

Il était demandé à l'exploitant de veiller à respecter la fréquence de formation pour les salariés devant faire l'objet d'un recyclage EPI et ESI.

Lors de la visite 2025, l'exploitant a justifié de la mise en place d'une formation ESI en septembre 2023 par EUROFEU, 126 salariés ont été formés aux EPI dont environ 30 personnes devant faire l'objet d'un recyclage en 2025.

L'exploitant a justifié la mise en place d'une formation EPI en 2025 par EUROFEU (bon de commande du 19/02/2025).

A noter qu'un salarié pompier volontaire intervient 1 à 2 fois par an pour des formations internes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : registre des exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, formation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués.

Constats :

En 2023, l'exploitant avait présenté un fichier regroupant les comptes-rendu d'exercice.

Suite à l'incident, l'exploitant prévoyait un test réel sur une perte d'alimentation électrique semaine 13 de l'année 2024.

Il était demandé à l'exploitant d'intégrer des exercices de défense contre l'incendie à une fréquence définie.

Lors de la visite de 2025, l'exploitant a présenté les comptes-rendu d'exercices du 24/01/2024 concernant une perte d'alimentation électrique et du 04/07/24 concernant une simulation d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : consignes sur la mise en œuvre des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, formation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites précisent les rôles et responsabilités de chacun des acteurs, les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel, d'appel aux moyens de secours extérieurs.

Elles sont portées à la connaissance du personnel et des entreprises extérieures présentes sur le site et affichées en des lieux fréquentés

Constats :

Lors de la visite de 2023, l'exploitant avait présenté des fiches réflexes en cas de perte

d'alimentation électrique et de déversement.

Des consignes sur la mise en oeuvre des moyens incendie étaient en cours de modification.

Lors de la visite de 2025, la procédure d'intervention des ESI intégrant l'appel aux secours a été présentée. Les consignes sont portées à la connaissance du personnel lors des formations internes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : rapports de contrôle des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, moyen de lutte

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.

Constats :

Lors de la visite de 2023, les rapports de vérification des extincteurs et des RIA (Q4) par la société TECC du 11/06/2021 avaient été présentés le jour de l'inspection concluant à la conformité du site.

Le rapport de vérification par la société TECC du 14/06/2022 mentionnait des observations concernant les RIA 1 et 2 (axe grippé et fuite à l'axe).

Le rapport de vérification des 3 poteaux incendie par la société TECC du 14/06/2022 mentionne des débits unitaire de 90, 92 et 100 m³/h. Il n'y avait pas eu de test en fonctionnement simultané.

Il était demandé à l'exploitant :

- de justifier la mise en oeuvre des actions correctives permettant de lever les observations sur les RIA
- de réaliser un test de fonctionnement en simultané des poteaux incendie.

Lors de la visite de 2025, le procès verbal de vérification des poteaux d'incendie de la société TECC du 20/06/2023 fait état d'un débit en simultané des 3 poteaux délivrant 60 m³/h chacun.

Le rapport Q4 de la société TECC du 18/06/24 sur la vérification des extincteurs conclut à la conformité.

Le rapport du 25/06/24 sur les RIA indique une observation sur le RIA n°2. L'exploitant a justifié l'action corrective réalisée le 26/08/24 (facture TECC du 30/09/24).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.6

Thème(s) : Risques accidentels, registre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Constats :
Lors de la visite de 2023, l'exploitant n'avait pas pu justifier via le registre de maintenance la consignation des contrôles postérieurs à 2018.
Lors de la visite de 2025, le registre de maintenance des installations électriques, des RIA, des poteaux incendie et extincteurs a été présenté. Les contrôles de 2024 sont bien consignés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Zone déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 71.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol,...).</p>
Constats : <p>Lors de la visite de 2022, il avait été constaté la présence de crasses en dehors de la benne de crasses stockée en extérieur ainsi que plusieurs fûts vides stockés à l'arrière du site au niveau de la zone déchet.</p> <p>Il était demandé à l'exploitant de s'assurer que les déchets étaient stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution et qu'ils soient évacués de manière régulière.</p> <p>Par courrier du 18/11/22, l'exploitant a indiqué qu'un rappel avait été fait sur la nécessité de conditionner immédiatement les crasses en big bag et de maintenir la zone propre.</p> <p>Lors de la visite de 2025, des crasses sont toujours observées en dehors de la benne associée, des poussières issues des "balayures pises" issues des sables de fonderie sont présentes en dehors de la benne dédiée (située sur une aire imperméabilisée. Des pièces métalliques sont stockées dans la partie arrière du site.</p> <p>Il n'y a pas de consignes formalisées.</p> <p>Les poussières issues des sables ainsi que les crasses sont susceptibles d'être lessivées en cas de pluie et rejetées au milieu naturel.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procéder à un nettoyage complet de la zone déchet, - formaliser les consignes à proximité des zones concernées afin que les poussières et crasses restent contenues dans les bennes dédiées à l'abri des intempéries, - justifier l'absence d'éléments métalliques dans les eaux pluviales. <p>Les justificatifs des actions seront transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

